

République française

Au nom du peuple français

COUR D'APPEL DE BORDEAUX

PREMIERE CHAMBRE CIVILE - SECTION A

ARRÊT DU : 09 FEVRIER 2012

(Rédacteur : Thierry LIPPMANN, conseiller,)

N° de rôle : 10/05724

Monsieur L.

c/

Distributeur A.

Société A.A.

Nature de la décision : AU FOND

Grosse délivrée le :

aux avoués :

Décision déferée à la cour : jugement rendu le 02 septembre 2010 par le Tribunal d'Instance de BORDEAUX (RG : 11-09-000092) suivant déclaration d'appel du 27 septembre 2010

APPELANT :

Monsieur L.

né le XXXX

de nationalité française

demeurant XXXX

représenté par la SCP ARSENE HENRY Corine LANCON Pierre, avoués à la Cour, et assisté de Maître Xavier SCHONTZ substituant Maître Stéphane DESPAUX, avocats au barreau de BORDEAUX

INTIMÉES :

Le distributeur A. venant aux droits du fournisseur X, et prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité au siège social sis XXXX

représentée par la SCP Michel PUYBARAUD, avoués à la Cour, et assistée de Maître Myriam

ROUSSEAU, avocat au barreau de BORDEAUX

SA A.A., prise en la personne de son représentant légal domicilié en

cette qualité au siège social sis XXXX

représentée par la SCP FOURNIER, avoués à la Cour, et assistée de Maître Claire SAINT JEVIN substituant Maître Thierry BURAUD, avocats au barreau de BORDEAUX

COMPOSITION DE LA COUR :

En application des dispositions des articles 786 et 910 du code de procédure civile, l'affaire a été débattue le 01 décembre 2011 en audience publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant Thierry LIPPMANN, conseiller, chargé du rapport,

Ce magistrat a rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la cour, composée de :

Marie Paule LAFON, président,

Jean Claude SABRON, conseiller,

Thierry LIPPMANN, conseiller,

Greffier lors des débats : Annick BOULVAIS

ARRÊT :

- contradictoire

- prononcé publiquement par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues à l'article 450 alinéa 2 du code de procédure civile.

* * *

Exposé du litige.

Par jugement du 2 septembre 2010, auquel le présent arrêt se réfère pour un plus ample exposé des faits et de la procédure, le tribunal d'instance de Bordeaux a déclaré le fournisseur X. hors de cause, a constaté l'intervention volontaire du distributeur A. venant aux droits de le fournisseur X., a débouté Monsieur L. de ses demandes tant à l'encontre de le distributeur A. que de la compagnie A.A., a débouté les parties de leurs demandes respectives au titre de l'article 700 du code de procédure civile et a laissé les dépens à la charge de Monsieur L..

Celui ci a relevé appel de ce jugement dans des conditions de forme et de délais qui ne sont pas discutées.

Par dernières conclusions il demande à la cour, au visa des articles 1134 et 1147 du code civil, d'infirmier le jugement déféré et de condamner le distributeur A. à lui payer la somme de 9500€ en réparation de son préjudice et la somme de 3000€, sur le fondement des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

A titre subsidiaire il demande à la cour de retenir la garantie de la compagnie A.A. au titre de son contrat multirisques habitation et de la condamner, en vertu de ce contrat, à lui payer la somme de 4500€ en réparation du dommage électrique qu'il a subi et la somme de 3000€, sur le fondement des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

A l'appui de ses prétentions Monsieur L. expose que le chauffage de sa maison est assuré par des films rayonnants E. posés dans ses plafonds sous l'isolation.

Il soutient que cette installation a été détériorée par un court circuit qui s'est produit le 16 juin 2001 sur un câble alimentant la maison voisine et qui a généré, selon lui, des dommages dans les installations voisines.

Il fait valoir que le distributeur A. était obligée de lui assurer la fourniture continue d'une électricité de qualité conforme à ses besoins.

Il soutient que la société a manqué à son obligation de délivrance conforme et qu'en vertu des dispositions de l'article 1147 du code civil, applicables en l'espèce indépendamment du régime de la responsabilité du fait des produits défectueux, il est fondé à lui demander de réparer les conséquences dommageables de son manquement à ses obligations contractuelles.

Il fait valoir à cet égard que le distributeur A. est tenue d'une obligation de résultat quant à la fourniture de l'électricité et en déduit qu'elle ne peut s'exonérer de sa responsabilité qu'en établissant l'existence de la force majeure ou d'un cas fortuit.

Ces causes d'exonération n'étant pas intervenues, Monsieur L. estime qu'il est en droit de demander à le distributeur A. de l'indemniser du préjudice matériel qu'il a subi à hauteur de la somme de 7021€ et du préjudice de jouissance occasionné par l'impossibilité d'utiliser convenablement son installation de chauffage en raison de sa détérioration.

Monsieur L. soutient à titre subsidiaire que la compagnie A.A. avait d'abord expressément accepté de l'indemniser du sinistre dans une lettre dite d'acceptation du 23 novembre 2007 et en déduit que la compagnie a ainsi renoncé à se prévaloir de l'exclusion de garantie qu'elle croit à tort pouvoir invoquer à présent.

Il estime en conséquence que la compagnie d'assurance doit l'indemniser à hauteur d'une somme de 4500€, compte tenu d'un abattement pour vétusté de 50%.

Par dernières conclusions, le distributeur A. demande à la cour de confirmer le jugement déferé et de condamner Monsieur L. à lui payer la somme de 3000€, sur le fondement des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

A l'appui de ses prétentions le distributeur A. soutient que l'action de Monsieur Gérard L. relève exclusivement de la législation relative aux produits défectueux prévues aux articles 1386-1 et suivants du code civil et qu'elle se trouve prescrite pour ne pas avoir été engagée dans le délai de trois ans prévu à l'article 1386-17.

Elle soutient qu'en tout état de cause l'existence d'un lien de causalité entre le dommage constaté au cours de l'hiver 2005 et la panne électrique survenue le 16 juin 2001 n'est pas établi et fait valoir que les seuls dommages constatés lors de cet incident ont donné lieu à indemnisation.

Elle soutient par ailleurs qu'elle n'a aucune relation contractuelle avec Monsieur L. et en déduit que celui ci ne peut rechercher sa responsabilité contractuelle.

Elle soutient enfin que Monsieur L. ne justifie pas avoir subi un quelconque préjudice de jouissance.

Par dernières conclusions la compagnie A.A. demande à la cour de confirmer le jugement déferé.

A titre subsidiaire elle demande à la cour de limiter les sommes qu'elle doit éventuellement à 1370€.

Elle demande enfin à la cour de condamner en tout état de cause Monsieur L. à lui payer la somme de 3000€, sur le fondement des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

A l'appui de ses prétentions, la compagnie A.A. soutient que Monsieur L. n'établit pas que le dommage que son installation a subi ait été causé par la baisse de tension survenue le 16 juin 2001.

A titre subsidiaire, elle lui oppose l'exclusion contractuelle de la garantie des appareils de plus de sept ans d'âge, applicable en l'espèce.

Elle fait valoir à cet égard qu'il ne peut être soutenu qu'elle ait renoncé de façon non équivoque à se prévaloir de cette exclusion et qu'en tout état de cause Monsieur L. ne serait plus fondé à se prévaloir d'une offre d'indemnisation qu'il a refusée.

A titre plus subsidiaire, la compagnie A.A. qu'après application du taux de vétusté et déduction de la franchise, Monsieur L. ne pourrait prétendre qu'au paiement d'une somme de 1370€.

Les parties ont demandé de façon concordante le report de la clôture de l'instruction au 1er décembre 2011.

Motifs de la décision.

Le régime de la responsabilité du fait des produits défectueux issu de la transposition de la directive n°85-374 du 25 juillet 1985 exclut l'application d'autres régimes de responsabilité contractuelle ou extra contractuelle de droit commun fondés sur le défaut d'un produit qui n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre, à l'exception de la responsabilité pour faute et de la garantie des vices cachés.

En l'espèce, Monsieur L. invoque la responsabilité contractuelle du distributeur A. sur le fondement des dispositions de l'article 1147 du code civil, pour manquement de la société à son obligation de résultat de fourniture de l'électricité ou pour manquement à son obligation de délivrance conforme.

Ce fondement recouvre celui que prévoit l'article 1386-1 du code civil, issu de la transposition de la directive et qui dispose que le producteur est responsable du dommage causé par un défaut de son produit, qu'il soit ou non lié par un contrat avec la victime, étant rappelé qu'aux termes de l'article 1386-3 du même code, l'électricité est considérée comme un produit.

Dès lors, le régime de la responsabilité du fait de produits défectueux est seul applicable en l'espèce.

Il s'ensuit que, conformément aux dispositions de l'article 1386-17 du code civil, Monsieur L. devait engager son action en réparation dans un délai de trois ans à compter de la date à laquelle il a eu ou aurait dû avoir connaissance du dommage.

Or la société T. qui est intervenue dans le cadre d'une expertise amiable à laquelle Monsieur L. a assisté, a établi le 22 décembre 2005 un rapport de premières investigations techniques dont l'appelant ne conteste pas avoir alors eu connaissance et dans lequel la société, reprenant les déclarations de Monsieur L. au sujet de la panne d'alimentation électrique et le problème de tension survenus antérieurement, considère qu'il est évident que ce problème de tension est la cause de la détérioration des films chauffants'.

C'est au demeurant sur la base de ce rapport que, comme l'indique le distributeur A., Monsieur L. a présenté le 12 janvier 2006 une nouvelle réclamation au fournisseur X..

Monsieur L. qui savait donc nécessairement depuis cette date que le dommage pouvait avoir été causé par un défaut de la fourniture d'électricité aurait donc dû engager son action en réparation au plus tard le 12 janvier 2009.

L'assignation devant le tribunal d'instance de Bordeaux ayant été délivrée le 27 janvier 2009, ⁴

il convient de constater la prescription de l'action à l'encontre du distributeur A. et de la déclarer irrecevable comme prescrite.

Par ailleurs, la compagnie A.A. a adressé le 23 novembre 2007 à Monsieur L. une lettre dans laquelle la compagnie indique à son assuré qu'après avoir pris connaissance des conclusions de l'expert qu'elle a mandaté, elle lui confirmait que son préjudice pouvait être évalué à 1370€, déduction faite de la franchise de 210€, et lui demandait s'il acceptait cette évaluation.

Ce faisant, la compagnie a manifesté sa volonté non équivoque de renoncer à contester sa garantie pour un quelconque motif.

Le refus de Monsieur L. de l'indemnisation proposée ne remet pas en cause le principe de cette décision qui n'était pas conditionnée à l'acceptation de l'assuré du montant de l'indemnité.

La compagnie A.A. peut néanmoins se prévaloir des dispositions contractuelles prévoyant un abattement pour vétusté des appareils assurés.

A cet égard, la compagnie propose à titre subsidiaire le paiement d'une indemnité de 1370€ qui correspond, après déduction de la franchise contractuelle de 210€, au montant de l'indemnité calculée par le cabinet d'expertise T., qu'elle a elle même mandaté dans le cadre de l'expertise amiable, dans son rapport du 9 novembre 2007.

L'expert de la compagnie évalue le coût de la remise en état de la totalité de l'installation à 7021€, estime que le taux de vétusté applicable est de 50%, que le montant des dommages indemnifiables s'élève à 3511€ et que le montant des dommages limités aux seuls panneaux endommagés s'élève à 1580€ (3511€ x 45%).

Il s'en évince que la compagnie considère que le taux de vétusté applicable est de 50%.

Cependant, la compagnie A.A. ne saurait limiter l'indemnité au coût du remplacement partiel de l'installation, alors que le cabinet T., dont les conclusions ne sont pas discutées sur ce point, indique dans son rapport du 22 décembre 2005 que les éléments chauffants fonctionnant encore se détruiront progressivement', s'agissant d'un phénomène de vieillissement prématuré et évolutif et qu'il faut (donc) considérer que l'installation est à refaire dans son intégralité'.

L'indemnité doit donc être calculée sur la base du coût du remplacement total de l'installation, avec application du coefficient de vétusté à l'ensemble de ce coût, de sorte que Monsieur L. peut prétendre au paiement de la somme de 3301€, après déduction de la franchise contractuelle de 210€.

La compagnie A.A. sera donc condamnée à payer à Monsieur L. la somme de 3301€ à titre d'indemnité.

L'équité commande en outre de condamner la compagnie A.A. à payer à Monsieur L. la somme de 1000€, sur le fondement des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

Par ces motifs,

La cour,

Statuant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort,

Vu l'accord des parties, révoque l'ordonnance de clôture et fixe la clôture au 1er décembre 2011,

Déclare Monsieur L. irrecevable en son action à l'encontre du distributeur A. en raison de la

prescription,

Infirme le jugement déféré en ce qu'il a débouté Monsieur L. de ses demandes à l'encontre de la compagnie A.A.,

Et, statuant à nouveau,

Condamne la compagnie A.A. à payer à Monsieur L. la somme de 3301€ à titre d'indemnité,

Ajoutant,

Condamne la compagnie A.A. à payer à Monsieur L. la somme de 1000€, sur le fondement des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile,

Déboute les parties de leurs demandes plus amples ou contraires,

Condamne la compagnie A.A. aux dépens de l'appel et autorise la SCP Arsène Henry et Lançon et la SCP Michel Puybaraud à les recouvrer conformément aux dispositions de l'article 699 du code de procédure civile.

Le présent arrêt a été signé par Madame Marie Paule LAFON, président, et par Madame Annick BOULVAIS, greffier, auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

Composition de la juridiction : Marie Paule LAFON, Stéphane DESPAUX, Xavier SCHONTZ, Maître Thierry BURAUD, Maître Claire SAINT JEVIN, Maître Myriam Rousseau

Décision attaquée : TI Bordeaux, Bordeaux 2 septembre 2010